

Comment sauver Bruxelles du naufrage ?

► La crise que traverse Bruxelles peut-elle être une opportunité de soigner ses problèmes structurels ?

► Le gouvernement bruxellois met sur la table ses solutions mais en appelle aussi au fédéral.

Quel pays laisserait sa capitale dépérir sans tenter de la secourir ? Bruxelles traverse sans doute sa pire crise de l'après-guerre. Les chiffres communiqués ce lundi par les associations patronales sont sans appel : l'économie bruxelloise subit de plein fouet les

conséquences des attentats. 10.000 emplois seraient menacés, selon le patron de Beci, la chambre de commerce (voir nos éditions d'hier).

Les problèmes de la capitale ne datent pas du 22 mars : une population qui se paupérise, des embouteillages endémiques, des tunnels qui menacent de s'effondrer... Autant de difficultés structurelles que Bruxelles peine à résoudre. Sous-financée en regard de la richesse qu'elle génère, la capitale risque aujourd'hui la double peine. Mal aimée par les Flamands et les Wallons, son image est désormais abîmée aux yeux du monde entier. Et les touristes et hommes d'affaires qui l'utilisaient comme point de contact avec le pays l'évitent désormais.

Bruxelles représente 20 % du PIB du pays et génère des dizaines de mil-

liers d'emplois occupés par des résidents flamands et wallons. L'enjeu dépasse donc bien évidemment les frontières des 19 communes bruxelloises. Il est national. Avec Bruxelles, c'est la réputation de tout le pays qui pâlit. Et à ce stade, rien n'indique qu'une réaction à la hauteur de l'enjeu se profile. Et pourtant, la crise que traverse Bruxelles pourrait être un « momentum » pour régler les problèmes qui l'empêchent d'être à la hauteur de son statut.

Comment redorer le blason de notre capitale et combien de temps cela prendra-t-il ? Faut-il un plan d'urgence pour Bruxelles ? Qui doit le porter ? Un mois après les attentats, il n'est sans doute pas trop tôt pour ouvrir le débat. ■

C.D.P.

les experts Faire tomber des tabous pour sortir de la crise par le haut

Bruxelles est le nouveau Berlin », affirmait encore pas plus tard qu'en décembre dernier un journaliste du *New York Times*, dans un article plutôt élogieux pour notre capitale. Quelques mois plus tard, Bruxelles aurait toutes les tares, tous les vices ? « *Toutes ses qualités restent évidemment très présentes, elles n'ont pas été balayées* », réplique Michel Hubert, professeur à l'Université Saint-Louis - Bruxelles et directeur de la revue scientifique *Brussels Studies*. Les problèmes structurels de Bruxelles, eux aussi, restent. On en revient toujours au communautaire. C'est là que se trouve la cause de ce désinvestissement dans Bruxelles, dit-il. « *Il n'est pas que financier d'ailleurs. Il est aussi affectif et symbolique. C'est une capitale mal aimée. C'est une des villes les plus cosmopolites au monde, elle paraît donc de plus en plus étrangère au reste du pays.* »

Pour Dave Sinardet, politologue (VUB et Saint-Louis), Bruxelles est victime de morcellements négatifs. Côté flamand, il y a une vision communautaire dépassée par la réalité d'une ville cosmopolite et, d'autre part, « *la Flandre pointe le morcellement de Bruxelles en dix-neuf communes, mais elle a monté un mur entre la capitale et son hinterland économique* ». La situation exceptionnelle peut-elle faire bouger les lignes institutionnelles ? Dave Sinardet en doute. « *Davantage de coopération serait déjà une bonne chose. Mais cela demande de dépasser les dynamiques partisanes. Et l'on sait qu'entre le PS et la N-VA... Pour cette dernière, Bruxelles a remplacé la Wallonie dans la figure de l'Autre, celui contre lequel on se positionne...* » Côté wallon, c'est plutôt l'indifférence qui règne vis-à-vis de Bruxelles. « *Mais il ne faut pas nier les clivages existants,*

car il y a aussi des intérêts divergents. »

Est-il temps de convoquer une conférence nationale qui se pencherait sur des solutions pour aider Bruxelles ? « *Pourquoi pas* », mais alors en l'ouvrant à la société civile et éventuellement à une participation citoyenne, estime Dave Sinardet. « *Mais à un moment, on doit arrêter de*

faire des analyses et réellement passer à l'action. Chacun doit laisser tomber ses tabous. » Et ce n'est pas gagné.

Michel Hubert se veut plus optimiste : « *Ce qui s'est passé est l'occasion de sortir par le haut. C'est sans doute la plus grave crise qu'ait jamais connue Bruxelles. Il faut en faire une opportunité pour rebondir et aller vraiment de l'avant cette fois-ci.* » Comment ? En actionnant tous les leviers possibles. Mais l'Etat fédéral est aux abois, constate-t-il. Dès lors, ne peut-on pas faire un effort accru en termes de coopération entre les trois Régions ? « *On voit que les acteurs de terrain font preuve d'une créativité importante.* » Michel Hubert, prenant l'exemple du projet de développement de lignes de trams flamandes entrant dans Bruxelles. « *Mais à un moment, c'est bloqué au niveau politique. On a besoin d'un accord de coopération. Et là, on retombe toujours dans ces guéguerres politiques. Or, il faut transcender cela.* »

La gravité de la situation actuelle pourrait-elle y contraindre ? Cette crise recèle peut-être des opportunités. L'argent étant le nerf de la guerre, cela va peut-être bouger, estime Michel Hubert. « *Les hôteliers de Bruges commencent à se plaindre des répercussions négatives sur leur chiffre d'affaires. On voit bien que Bruxelles est le passage obligé. C'est un enjeu pour tout le monde.* »

« *Bruxelles est le passage obligé. C'est un enjeu pour tout le monde* »

MICHEL HUBERT, UNIVERSITÉ SAINT-LOUIS - BRUXELLES

Un événement d'envergure internationale pourrait-il redorer le blason de Bruxelles et de la Belgique ? L'Expo 58, on en parle toujours aujourd'hui. Elle a été un moment important pour le pays. Est-ce une piste pour générer des investissements, de l'emploi et permettre à Bruxelles de se projeter positivement vers demain ? « *L'Expo 58 a modifié la ville, c'est indéniable, qu'on aime ou pas les effets qu'elle a produits sur Bruxelles et qu'on subit parfois aujourd'hui*, rappelle Michel Hubert. *Il faudrait imaginer un événement aux retombées durables. Un stade, des grandes infrastructures, cela coûte cher pour des résultats incertains.* »

Le piétonnier est souvent pointé du doigt. Il serait occupé à enfoncer un peu plus le centre-ville. « *Il n'est certainement pas la cause de tous les maux. Il y a eu beaucoup d'épreuves depuis son lancement, avec le lockdown, etc., mais pendant l'été, et même en hiver, y compris en soirée, on voyait beaucoup plus de passage et une appropriation de ces espaces* », dit Michel Hubert, qui est en charge de l'Observatoire du piétonnier de Bruxelles au sein du Brussels studies institute. Son principal souci, dit-il, c'est l'information aux automobilistes pour y accéder. Elle n'est pas claire. « *La toute grande majorité des visiteurs et usagers du centre-ville ne viennent pas en voiture. Les chiffres sont clairs. Le centre est largement bien desservi en transports publics. C'est pour cela que, malgré tout, il y a encore autant de monde dans les rues du centre. Mais vu le contexte, les gens ne vont peut-être plus s'asseoir à la terrasse d'un café...* » ■

CORENTIN DI PRIMA

tourisme « Jouons sur le côté "ville conviviale" plutôt que sur la sécurité »

ENTRETIEN

A l'échelle du tourisme international, Bruxelles a toujours été une escapade d'une journée plus qu'une destination en soi. Une escale à option entre Londres et Paris, que l'on peut assez facilement biffer d'un itinéraire. Et depuis quelques mois, c'est ce qui se passe. Comment replacer la capitale de la Belgique sur la carte ? Nous avons posé la question à Jean-Claude Joret, président et professeur de la section publicité et communication commerciale à l'IHECS (Hautes études des communications sociales).

Quelle était l'image de Bruxelles à l'étranger il y a douze mois ?

Globalement, l'image de la Belgique en général et de Bruxelles en particulier était dans une spirale relativement positive. On a toujours eu l'avantage d'une capitale en ayant une forme d'approche de ville de province. Non sans une certaine condescendance, au départ, de la part de certains Français, Hollandais ou Anglais... Mais au fil du temps, on s'est rendu compte que ce statut de « ville de province » était un avantage, parce qu'on retrouvait à Bruxelles une sorte de savoir-vivre, de simplicité différente des grandes villes

comme Paris, Londres ou New York. Ça a permis de développer une certaine ambiance en étant branché sur les « plaisirs », dans un environnement peu stressant.

Tout le contraire d'aujourd'hui, aux yeux des touristes étrangers du moins...

Et même aux yeux des Bruxellois et des Belges en général... On retombe toujours sur cette déclaration un peu à l'emporte-pièce, mais c'est vrai qu'il y a un « avant » et un « après ». Et l'après ne sera jamais comme avant, tout simplement parce qu'il y aura toujours une appréhension. Face à cela, les pouvoirs publics ont beaucoup de difficulté à imaginer la bonne manière de réagir. Ainsi, cette idée, mise en place à Paris, d'organiser des réunions avec des tour-opérateurs pour leur montrer les moyens de sécurité et de surveillance mis en place... Mais si vous me dites que c'est sécurisé, vous êtes en train de me dire que le danger existe encore.

Il faudrait concevoir des campagnes de communication sur le côté « ville toujours aussi sympa » plus que sur le côté « ville sûre » ?

Je jouerais effectivement sur le côté « ville habituellement conviviale », « accueillante », plutôt que sur l'aspect sécurité. Sur l'idée que, après une période un peu difficile, « Bruxelles se retrouve ». Après, est-ce que c'est Bruxelles qui se retrouve ou est-ce que ce sont les Bruxellois et les gens qui viennent à Bruxelles qui se retrouvent ? Parce qu'à ce moment-là, j'axe plus ma communication sur le comportement de personnes que sur le côté accueillant d'une ville. La première chose à faire, c'est de travailler ensemble, entre les différentes communautés, pour montrer que ce qui s'est passé, ce n'est pas quelque chose à généraliser, mais le fait de quelques personnes seulement. Dans ce contexte, c'est aux politiques de faire en sorte que Bruxelles retrouve un mode de vie le plus proche possible de celui d'avant.

Font-ils ce qu'il faut ?

Non. Aux différents niveaux décisionnels, les discours sont différents. Et comme « consommateur », quand vous avez du noir et du blanc, vous ne

savez pas très bien quoi prendre et vous préférez laisser.

Combien de temps faudra-t-il pour sortir de ce tunnel ?

Cela prendra du temps. Peut-être des années... Maintenant, il n'est

pas exclu que le caractère belge arrive à surmonter les choses plus rapidement : par la dérision, par cette propension à se moquer de soi et des autres, à prendre les choses du meilleur côté possible. Quand je me balade au centre-ville, je remarque qu'il y a quand même des gens qui sourient, font de la musique, un peu comme s'il n'y avait jamais rien eu. Mais on voit aussi que les traces demeurent et rendent la chose plus difficile à diluer. Pensons à tout ce qu'il y a à la Bourse... Il faudra peut-être attendre que tout cela disparaisse. Mais est-ce que les services communaux vont prendre la liberté de faire disparaître les messages écrits sur le sol et sur les murs ? Va-t-on considérer ces messages comme autant de moyens de se remémorer une menace ou de défier la menace ? La manière dont on prend les choses va avoir une grande influence sur la manière dont cette crise va s'atténuer. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

la réponse Vers une gratuité des transports en commun pour les touristes

Le gouvernement bruxellois et les partenaires sociaux ont donné mercredi le coup d'envoi d'une concertation sur les mesures de relance que la Région entend prendre pour l'économie dans la capitale, en particulier dans les secteurs les plus touchés, après les attentats, du tourisme et de l'horeca.

Trois mesures avaient déjà été annoncées par le ministre de l'Économie Didier Gosuin (Défi) la semaine passée. En ce qui concerne le secteur hôtelier, les établissements seront exemptés, pendant six mois, de la city tax. Un effort de 12 millions pour les finances régionales. Pour soutenir les entreprises ayant des difficultés de trésorerie, le gouvernement met également en place un dispositif temporaire de garanties spécifique via le Fonds bruxellois de garantie ainsi qu'un fonds spécial pour l'octroi de crédits de crise par la Société régionale d'investissement de Bruxelles (SRIB).

Les indépendants et les très petites entreprises (TPE) pourront obtenir un crédit pour un montant maximum de 20.000 euros. Pour les plus grandes entreprises, le chiffre grimpe à 250.000 euros.

L'urgence : normaliser l'aéroport

Quoi d'autre ? Après cette table ronde, le ministre-président Rudi Vervoort (PS) a annoncé le déblocage d'un budget de 400.000 euros pour la sécurisation des salles de spectacle. « C'est un signal fort que nous envoyons au secteur culturel », a-t-il déclaré. Didier Gosuin a

pour sa part présenté de nouvelles mesures pour soutenir les entreprises : le renforcement des services du numéro 1819, la création d'un pool d'experts pour accompagner les entreprises, la mise sur pied de « task forces » sectorielles (par exemple, sur l'horeca) ainsi que d'un monitoring centralisé et

permanent de toutes les mesures prises.

Guy Vanhengel, le ministre du Budget (Open VLD), a insisté sur la nécessité de revenir à une exploitation complète de l'aéroport de Zaventem. « Chaque année, 20 millions de personnes passent par là, c'est deux fois plus que la population totale de ce pays », a-t-il martelé.

Philippe Van Muylder, secrétaire général de la FGTB Bruxelles, a mis plusieurs demandes sur la table. L'une d'entre elles semble faire l'unanimité : l'idée de donner un pass mobilité gratuit pour les touristes lorsqu'ils arrivent à l'hôtel. Selon lui, « la proposition a visiblement le soutien de la Stib et du ministre concerné ». Il a aussi insisté sur la nécessité de maintenir un équilibre entre les mesures destinées aux employeurs et celles

visant les travailleurs : il souhaite un « mécanisme de compensation ». Il demande également au gouvernement régional de s'adresser au fédéral pour contester la mesure suivante : l'empêchement, pour les personnes n'ayant pas droit au chômage complet, de bénéficier du chômage économique. Et ce, pour soutenir les travailleurs du secteur hôtelier. Et, tant que faire se peut, il faut, dit-il, « privilégier le chômage économique aux licenciements ».

Un séminaire gouvernemental

« Une situation exceptionnelle exige des moyens exceptionnels », a résumé Rudi Vervoort. Un plan global sera présenté au gouvernement le 28 avril prochain, à l'occasion d'une séance extraordinaire.

Bref : il y a encore du pain sur la planche mais politiques et partenaires sociaux ont démontré, mercredi, leur volonté de travailler ensemble et de collaborer pour redresser l'économie de la capitale. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT



Les mesures sur la table du gouvernement bruxellois

- ▶ **Exemption de la city tax** pendant six mois pour les hôtels
- ▶ Dispositif temporaire de **garanties spécifiques** via le Fonds bruxellois de garantie pour les entreprises avec des problèmes de trésorerie
- ▶ Création d'un **fonds de crédits de crise** à la SRIB (3,5 millions d'euros)
- ▶ Budget de **400.000 euros pour la sécurisation des salles de spectacle** et lieux de culture subventionnés par la Région bruxelloise
- ▶ **Monitoring constant** des mesures prises les entreprises (« restart.brussels »), financé à hauteur de 600.000 euros
- ▶ **Renforcement des services du numéro d'appel** pour les entreprises (1819)
- ▶ **Une campagne de promotion de Bruxelles** en Belgique et à l'étranger (395.000 euros)